



MAÎTRE D'OUVRAGE :

COMMUNE DE CASTILLON

Hôtel de ville
Place Lucien Rousset
06500 CASTILLON
Tél : 04 93 04 32 00
Fax : 04 93 04 32 09
Mail : mairie@castillon06.com

RENOVATION D'UN LOCAL COMMUNAL EN BAR RESTAURANT ET COMMERCE MULTI-SERVICES

Place Lucien Rousset – 06500 CASTILLON

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CCTP COMMUN

PRESCRIPTIONS CONCERNANT TOUS LES CORPS D'ETAT

ENTREPRISE :

ARCHITECTE MAITRE D'OEUVRE

S.N.D.A 
Société Niçoise D'Architecture
Stéphane CIAIS - Nathalie SIONIAK - Daniel CURTI
N° régional proS01962 - N° national S 14019
38 rue Vernier - 06000 NICE
Tel +33 (0)4 92 07 18 77



CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

SOMMAIRE

I. Présentation du projet.....	3
1.1. Etat des lieux.....	Erreur ! Signet non défini.
1.2. Projet.....	Erreur ! Signet non défini.
1.3. Accès.....	3
1.4. Alotissement.....	3
1.5. Organisation du chantier.....	4
II. Prestations communes à tous les lots	5
2.1. Prestations à la charge de chaque entreprise	5
2.2. Réalisation du marché de travaux	5
2.3. Finition – Réception des travaux – Garanties	6
2.4. Reconnaissance des existants	6
2.5. Protection des ouvrages existants	6
2.6. Mesures de conservation des ouvrages existants.....	7
2.7. Installation de chantier	7
2.8. Nettoyages	7
2.9. Echafaudages – Agrès – Protections.....	8
2.10. Emploi de gros engins mécaniques	8
2.11. Bruit de chantier	8
2.12. Maintien en état des voies et réseaux	8
2.13. Remise en état des lieux.....	8
2.14. Percements – Scellements – Rebouchages – Raccords.....	9
2.15. Limites de prestation – Réception partielles des ouvrages	9
III. Prescription générales de sécurité	10
IV. Plans d'exécution.....	10
V. Dossier des ouvrages exécutés	10
VI. Limites de prestations	11

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

I. Présentation du projet

Le projet se situe au cœur du village de Castillon, sur la place Lucien Rousset, autour de laquelle se trouve notamment la Mairie.

Le projet consiste à réhabiliter le local communal dit « la Bastide des Arts » pour le transformer en bar-restaurant pouvant également servir de commerce multi-service.

Il s'agit d'une bâtisse représentant 80m² de surface de plain-pied, accessible depuis la place Lucien Rousset. Le volume et l'aspect extérieur restent inchangés, excepté au niveau de l'entrée principale où les deux vantaux mobiles décorés de vitraux dans la baie cintrée seront déposés pour être remplacés par une porte automatique coulissante en aluminium. A noter que les deux vantaux fixes latéraux cintrés seront conservés in situ pour maintien du décorum vitrail.

L'établissement se divise en une salle de restaurant, à l'est, traversante, un espace cuisine dans la partie ouest avec à l'articulation côté rue de la liberté le bar, permettant une surveillance de la salle tout en restant à proximité immédiate des cuisines. Sont également aménagés un WC et son sas de desserte, côté place, permettant de répondre ainsi aux exigences réglementaires et sanitaires.

Il est prévu une livraison des locaux au plus tard au 1^{er} juin pour prise en main par l'exploitant. Les travaux assurés par la mairie comprennent en tranche ferme :

- La livraison d'une salle de restaurant carrelée avec surfaces murs et plafonds imprimés, prêts à peindre par l'exploitant
- Les installations de chauffage et de ventilation tant pour la cuisine que pour les espaces publics, y compris hotte cuisine professionnelle
- L'équipement du bar, en maçonnerie, équipement électrique et sanitaire
- La livraison d'une cuisine et d'une plonge entièrement carrelées au sol et aux murs toute hauteur, avec joints epoxy finition « hygiène » ; faux-plafond en dalles démontables en aluminium blanc
- La cuisine sera équipée d'une gaine technique centrale, en béton permettant la suspension de matériel lourds au dessus du plan de travail et creuse en partie centrale pour installer tous les réseaux en attente en vue de l'aménagement de la cuisine par l'exploitant. La partie creuse sera habillée en BA 13, avec trappes d'accès permettant l'accès aux réseaux
- Les parois périphériques de la cuisine sont prévues carrelées, mais l'habillage de la gaine technique est laissée aux soins de l'exploitant et de son équipementier

1.1. Accès

L'accès chantier se fera par la place Lucien Rousset, où un accès véhicules est possible pour l'acheminement des livraisons. Un stationnement pourra éventuellement être organisé ponctuellement pour les jours d'approvisionnement, autrement, les entreprises iront se garer dans un des parkings du village.

Des zones de stockage seront aménagées devant le chantier, sur la place par fourniture et pose de barrière HERAS avec film occultant à la charge du lot 01.

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

1.2. Allotissement

Les travaux sont répartis en 5 LOTS en tranche ferme :

LOT 01 : DEMOLITIONS - MACONNERIE - CLOISONNEMENT – REVETEMENTS -- PEINTURE

LOT 02 : ELECTRICITE COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES

LOT 03 : PLOMBERIE – CVC

LOT 04 : MENUISERIES BOIS

LOT 05 : MENUISERIES ALUMINIUM

Sont également prévus des travaux en tranche conditionnelle suivant les différents lots :

TRANCHE CONDITIONNELLE 01 : ISOLATION MURALE PERIPHERIQUE

Concerne uniquement le lot 01

TRANCHE CONDITIONNELLE 02 - FINITION PEINTURE

Concerne uniquement le lot 01

TRANCHE CONDITIONNELLE 03 – REPARATION DES FENETRES BOIS EXISTANTES

Concerne les lots 01 et 04

TRANCHE CONDITIONNELLE 04 – REMPLACEMENT DES FENETRES PAR DES BAIES ALUMINIUM

Concerne uniquement le lot 05

1.3. Organisation du chantier

Le projet étant à mettre en œuvre au sein d'un établissement recevant du public où de nombreuses manifestations sont organisées au cours de l'année, et le salon étant déjà loué pour un congrès début octobre, les travaux devront impérativement respecter le calendrier ci-après :

DATES	TRAVAUX PREVUS
28 janvier 2019 11 février 2019	Période de préparation
11 février 2019	Démarrage effectif des travaux
22 mai 2019	RECEPTION DES TRAVAUX
1^{er} juin 2019	PRISE DE POSSESSION DES LOCAUX PAR L'EXPLOITANT

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

II. Prestations communes à tous les lots

2.1. Prestations à la charge de chaque entreprise

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront :

- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. ;
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la remise de toutes les instructions, modes d'emplois et fiches techniques écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata ;
- tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux

2.2. Réalisation du marché de travaux

2.2.1 Généralités

Le présent descriptif et les plans qui l'accompagnent ont pour but de faire connaître le programme général. Il est bien entendu que les entrepreneurs doivent prévoir tous les ouvrages nécessaires, même non décrits, pour obtenir le complet et parfait parachèvement dans les règles de l'art des ouvrages dont ils auront la charge. **Le prix remis sera forfaitaire et sans possibilité de suppléments éventuels.**

Le prix forfaitaire couvrira en outre toutes les dépenses pouvant naître de l'application obligatoire des règles de sécurité du travail ou des observations du coordinateur SPS ayant mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre du Décret 94.1159 du 26 décembre 1994. Le coordinateur SPS fournira un PGC. Par ailleurs, chaque entrepreneur devra se mettre en rapport avec les représentants des autres corps d'état.

2.2.2 Erreurs et omissions

L'entrepreneur devra signaler en temps utile au Maître d'œuvre, toutes les erreurs ou omissions qu'il pourrait constater. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir de l'imprécision des plans, descriptions et documents annexes ou d'omissions s'il y a lieu, pour refuser l'exécution dans les conditions du Marché, de tout ou partie d'installations nécessaires au bon fonctionnement de celles-ci.

Les marques citées dans le présent DCE sont notées à titre indicatif, et peuvent être remplacées par du matériel techniquement équivalent, après accord du maître d'œuvre

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

2.3. Finition – Réception des travaux – Garanties

2.3.1 Finition & Réception des travaux

Chaque intervention devra être prévue complète avec protection, finition conforme au support. L'entrepreneur qui intervient à la suite d'un autre doit réceptionner les supports avec lesquels il travaillera. Il demandera toutes corrections éventuelles à son prédécesseur et deviendra responsable de l'ensemble de l'ouvrage dès son intervention effective. Chaque intervenant devra le nettoyage parfait de son chantier à chaque intervention et le faire viser par le maître d'œuvre.

En cas de malfaçon constatée, l'architecte se réserve le droit soit de faire recommencer les ouvrages aux frais de l'entreprise, soit d'appliquer un rabais proportionnel à la malfaçon dûment constatée. Les ouvrages réalisés restent sous la responsabilité de l'entrepreneur jusqu'à leur réception globale en fin d'opération. En cas de vol ou de détériorations, les entrepreneurs sont tenus de corriger et de faire intervenir leur propre assurance

Les réceptions des travaux seront prononcées après constatation :

- du bon fonctionnement des installations,
- des essais et mesures satisfaisantes,
- des remises en état de tout ou partie d'installation, nécessitées par divers contrôles techniques,
- de la fourniture des plans et documents.

2.3.2 Garantie

La garantie biennale et décennale due à chaque lot prend son effet à compter de la date de réception des travaux. L'entrepreneur fournira, lors de la signature de son Marché, une Police d'Assurance suivant prescriptions du CCAP.

Pendant la période de garantie, toutes les déficiences qui viendraient à se révéler à l'usage, seront réparées aux frais de l'Entrepreneur du lot concerné, y compris tous les dommages pouvant en résulter envers les tiers.

2.4. Reconnaissance des existants

Par le seul fait de soumissionner, le soumissionnaire reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant le marché et s'être pleinement rendu compte des difficultés et des conditions spéciales dans lesquelles doivent s'effectuer les travaux, notamment en se rendant sur le lieu d'exécution des travaux et en ayant lu l'ensemble des travaux demandés à chacun des lots. Ceci implique également l'engagement de se conformer à toutes les conditions des documents constituant le présent marché, sans qu'il puisse élever à leur égard la moindre réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité. Lors de cette visite des lieux, ils auront pris parfaite connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux travaux de leur lot.

Les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

2.5. Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans les ouvrages existants, les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité ; Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravats.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

2.6. Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et l'état de conservation des existants. Ils pourront être selon le cas des cloisons de protection, des gardes-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protections communs seront à mettre en place par l'entrepreneur du lot n°1.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Les frais consécutifs aux prescriptions du présent article seront implicitement à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- les frais des protections propres à un corps d'état resteront à la charge de ce même corps d'état ;
- les frais des protections communes seront à la charge du compte prorata ;
- les frais éventuels de remise en état seront à la charge de l'entrepreneur responsable ou, à défaut, ils seront portés au compte prorata.

2.7. Installation de chantier

L'entrepreneur du lot n°1 doit l'équipement du local mis à disposition par la mairie à titre de vestiaire, réfectoire, sanitaires, adapté à l'échelle du chantier, permettant toutes commodités pour l'ensemble des ouvriers travaillant sur le présent chantier.

L'entrepreneur du lot n°2 doit la mise en place d'un coffret de chantier alimenté depuis l'armoire générale TGBT de l'établissement pendant toute la durée du chantier. Le présent lot devra également la mise à la terre des installations de chantier, à raccorder sur la prise de terre générale de l'établissement existante.

L'entrepreneur du lot n°3 doit la mise en service d'un point d'eau chantier depuis les installations existantes.

Le maître d'ouvrage prévoira l'alimentation en eau et électrique du site pendant toute la durée du chantier.

Les prix unitaires s'entendent toutes sujétions comprises, notamment la main d'œuvre, le transport des matériaux et du matériel, et tout le matériel.

2.8. Nettoyages

En complément aux prescriptions relatives aux nettoyages énoncées aux " Travaux neufs ", il est précisé que le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs. En fin de travaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires, dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que de ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

2.9. Echafaudages – Agrès – Protections

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc., nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité.

2.10. Emploi de gros engins mécaniques

Il est formellement spécifié que l'emploi de gros engins pour l'exécution de certains travaux engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions voisines ;
- entraîner, par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres si minimes soient-ils aux existants.

2.11. Bruit de chantier

Les entrepreneurs devront veiller à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et ils auront à prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

2.12. Maintien en état des voies et réseaux

L'entrepreneur du lot n°1 sera responsable du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics, ainsi que l'écoulement des eaux superficielles.

Le dit entrepreneur ne saurait se prévaloir, à l'encontre de la responsabilité du présent article, des renseignements qui pourraient être portés aux diverses pièces du dossier de consultation qui sont réputés n'être fournis qu'à titre indicatif. Il sera tenu de les vérifier et de les compléter à ses frais par tous sondages nécessaires.

L'entrepreneur susvisé fera, le cas échéant, son affaire de la répartition des frais découlant des obligations du présent article, entre les différents entrepreneurs intervenant sur le chantier en fonction de leur responsabilité quant à la cause de ces frais.

2.13. Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- l'entrepreneur du lot n°1 aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;
- cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc., réalisés par ses soins en début de chantier.

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

Il est d'autre part stipulé que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

2.14. Percements – Scellements – Rebouchages – Raccords

Chaque entrepreneur aura à sa charge les percements, scellements, rebouchages et raccords induits par les postes à sa charge, qui devront être exécutés dans les conditions ci-dessous :

2.14.1 Percement

Tous les percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., dans les murs, bardages, etc. nécessaires à l'exécution des travaux des différents corps d'état seront exécutés par les entrepreneurs de ces corps d'état.

Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants. Les percements devront être réalisés aux dimensions minimales nécessaires en fonction des diamètres des tuyaux ou fourreaux pour lesquels ils sont prévus.

2.14.2 Scellements

Pour les scellements de colliers, crampons, attaches, etc., pour fixation de tuyauteries, ainsi que pour les scellements de consoles pour radiateurs ou convecteurs, les entrepreneurs concernés auront à leur charge le scellement au mortier ainsi que le raccord au plâtre ou au mortier. Tous les autres scellements seront à réaliser au mortier par les entrepreneurs concernés, ces scellements devant être arasés suffisamment en retrait du nu fini afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour l'exécution du raccord.

2.14.3 Rebouchages

Comme il est dit ci-dessus pour les percements, etc., les différents entrepreneurs auront à leur charge tous les rebouchages de percements, saignées, etc., dans les murs maçonnés et bardages. Les rebouchages de percements, saignées, etc., devront toujours être arasés suffisamment en retrait du nu fini de la paroi, afin de réserver l'épaisseur nécessaire à l'exécution des raccords.

2.14.4 Raccords

Tous les raccords des rebouchages, saignées, etc., ainsi que ceux au droit des scellements visés au 2^{ème} alinéa ci-dessus, seront réalisés par le maçon sur les sols en ciment et les parois enduites au mortier, par le plâtrier sur les plafonds et parois enduites au plâtre.

Tous les frais afférents aux dispositions du présent article sont implicitement compris dans le prix du marché des différents entrepreneurs.

2.15. Limites de prestation – Réception partielles des ouvrages

Dans le cas où l'ouvrage exécuté contribue ou sert de support à un ouvrage confié à un autre lot (rebouchage, redressage, fixations diverses, réservations...) l'ouvrage sera considéré comme livré une fois que l'entrepreneur devant recevoir l'ouvrage aura réceptionné l'ouvrage concerné, en cas de différend l'arbitrage sera diligenté par le maître d'œuvre.

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

III. Prescription générales de sécurité

L'entreprise devra appliquer en priorité les prescriptions du PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE ainsi que LE REGLEMENT DE VOIRIE de la commune de Castillon.

IV. Plans d'exécution

Les plans d'exécution ainsi que les notes de calcul sont dus par les entreprises pour chaque lot, et devront être présentés pour visa à la maîtrise d'œuvre.

La synthèse sera à la charge du lot n°01.

Le dimensionnement des ouvrages reste sous la responsabilité de l'entrepreneur qui délivrera pour tout élément de structure une note de calcul garantissant la résistance des ouvrages (note fabricant ou externe). La note de calcul fera apparaître les efforts dus au vent.

La vérification des côtes et indications en plan sera réalisée avant mise en œuvre et toutes divergences communiquées feront l'objet d'une validation par la maîtrise d'œuvre.

Les marques et produits désignés dans le descriptif le sont à titre de référence et de précision sur les qualités désirées. Tous les produits feront l'objet d'une présentation ainsi que la fourniture d'échantillons pour agrément et choix.

V. Dossier des ouvrages exécutés

L'Entreprise devra fournir, à la réception des travaux, un dossier de récolement en 3 exemplaires papiers et CD, selon les modalités définies au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Le dossier des Ouvrages Exécutés, devra comporter les éléments suivants :

- Plan de récolement et détails
- Notes de calcul
- Procès-verbal des essais
- Liste des produits précisant : Fournisseur / Marque / Repère
- Fiches techniques produits et/ou Avis technique
- PV de réaction au feu des différents produits et matériaux utilisés
- Certificat ACERMI

CCTP COMMUN A TOUS LES CORPS D'ETAT

VI. Limites de prestations

PASSAGES DE GAINES	Lot 01	Lot 02 / 03
Percements de parois existantes pour passage de gaines	Perce suivant dimensions demandées par lot 03	Réalise passage gaines et rebouche au degré CF dû
	Lot 02 / 03	Lot 0
	Réalise passage gaines et rebouche proprement au degré CF dû	Finitions - peinture
MENUISERIES	Lot 01	Lot 05
Huissierie bois	Préparation tableaux et scellement cadre	Etudes, fourniture et mise en jeu
PRISES D'AIR / REJETS	Lot 01	Lot 03
Grilles VB/VH	Prépare percement et scelle cadres	Fourniture, pose et mise en jeu
Souches toiture	Détoiture, prépare chevêtre, pose souche et étanchéité	Fourniture et raccordement

Date, cachet et signature de l'entreprise :